



Décision individuelle n° 2025-269

Pétitionnaire : Société Plans sur la comète

Adresse : 42 rue droite, 06660 SAINT-ETIENNE-DE-TINEE

Nature de la demande : prises de vues et de sons réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial (prises de vues photographiques)

Intitulé du projet : Constitution d'une banque d'images et de vidéo

Localisation : Cœur du Parc national du Mercantour, sur les communes de Saint-Etienne-de-Tinée et de Saint-Dalmas-le-Selvage

La directrice de l'Établissement public du Parc national,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la demande présentée le 23 juin 2025 par Madame MENICHE, Assistante de production,

Considérant que le projet de constitution d'une banque d'images a pour but de mettre en valeur le patrimoine naturel du Parc national du Mercantour dans le cadre de communications institutionnelles ou touristiques,

Considérant la nécessité de préserver le caractère du Parc qui se visite avec lenteur et quiétude,

Considérant la sensibilité de certains sites à la fréquentation,

Considérant que les caractéristiques du projet et que les prises de vues entrent dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 4° promotion du territoire par les communes, les stations de montagne et les offices chargés de la promotion touristique »,

Décide

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Monsieur MENICHE Baptiste, réalisateur, ci-après désigné le bénéficiaire, est autorisé à réaliser des prises de vues photographiques dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues ont vocation à constituer un stock d'images valorisant le patrimoine naturel du Parc national du Mercantour. Ces images pourront être utilisées dans le cadre de la communication pour le compte de la mairie de Saint Etienne de Tinée et des « Stations Nice Côte d'Azur ».

L'utilisation d'un drone est interdite.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le bénéficiaire est tenu de rester sur les sentiers de randonnées balisées PDIPR.

2.2. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit. A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- l'approche des Marmottes est limitée à 10 mètres maximum. L'approche de toute autre espèce animale non domestique est limitée à 100 mètres maximum ;
- tout affût sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du Parc national ;
- tout affût sous tente réalisé selon des modalités non conformes à la réglementation en matière de bivouac.

2.3. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel.

2.4. Les prises de vues aériennes réalisées à l'aide d'un aéronef motorisé survolant le cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol, y compris les drones, ne sont pas autorisées par la présente décision.

2.5. Le bénéficiaire est tenu de ne pas commercialiser les clichés pris en cœur de Parc national pour une utilisation à des fins publicitaires.

2.6. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur les supports illustrés de ses photographies, la mention suivante : « *Les photographies réalisées dans le cœur du parc national ont bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la (des) décision(s))* »

2.7. Le bénéficiaire adressera gratuitement au Parc national du Mercantour, dans un délai de 2 mois à échéance de la présente, une copie haute définition de 5 photographies ou plus, parmi les plus représentatives réalisées dans le cadre de cette autorisation. Ces copies seront libres de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...) sous réserve de la mention obligatoire « @MENICHE Baptiste »

2.8. Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur du Parc national du Mercantour, notamment en ce qui concerne :

- l'interdiction d'introduire des chiens ;
- l'interdiction d'utiliser des appareils d'amplification sonore ;
- l'interdiction d'effectuer quelconque graffitis sur le sol, sur les arbres, sur les rochers ;
- l'interdiction d'abandonner tous détritux ;
- l'interdiction de camper ;
- l'interdiction de circuler et de stationnement en véhicule terrestre motorisé sur les pistes fermées à la circulation publique, sans bénéficier d'une autorisation dérogatoire et individuelle.

2.9. Pour des raisons de problématique de fréquentation et d'impact environnementaux, le bénéficiaire n'est pas autorisé à diffuser des images :

- Du plateau de Sestrière
- Des lacs Morgon
- De randonneurs divaguant hors sentier, se baignant dans les lacs, ou ayant des comportements incompatibles avec la préservation des milieux
- d'activités de pleine nature autres que la randonnée,
- qui seraient incompatibles avec le caractère du parc qui se visite avec lenteur et quiétude

Article 3 : Durée

La présente autorisation est accordée à compter de la signature de la présente jusqu'au 01 mai 2026.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 18 juillet 2025

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :

- Service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.